
Proposition de Plan d'Actions dans le cadre du Standard genevois d'évaluation**Collectivités – Solutions non standard****PA11 – Version 1.1**

La proposition de Plan d'Actions se base sur la version 5 du Standard genevois d'évaluation des économies d'énergie, d'émissions de CO₂ et de déchets.

A. Organisation du Plan d'Actions**1. Auteur-e de la proposition de Plan d'Actions**

L'auteur-e de la proposition de Plan d'Actions est la personne ou l'organisme qui a la responsabilité et qui gère les procédures liées au Standard genevois d'évaluation. Il·Elle peut être le·la propriétaire du Plan d'Actions.

Nom de l'auteur-e de Plan d'Actions	<i>Mauron, Jean</i>
Entreprise	<i>SIG</i>
Contact	<i>Jean Mauron</i> <i>M : +41 079 372 01 79</i> <i>E : jean.mauron@sig-ge.ch</i> <i>Chemin Château-Bloch 2 - 1219 Le Lignon</i>

2. Propriétaire du Plan d'Actions

Le·La propriétaire de Plan d'Actions peut être un organisme ou une personne différente de l'auteur-e de la proposition à qui il·elle a confié la gestion des procédures de valorisation des réductions d'émission de son son Plan d'Actions dans le cadre du Standard genevois d'évaluation.

Nom du·de la propriétaire du Plan d'Actions	<i>Mauron, Jean</i>
Entreprise	<i>SIG</i>
Contact	<i>Jean Mauron</i> <i>M : +41 079 372 01 79</i> <i>E : jean.mauron@sig-ge.ch</i> <i>Chemin Château-Bloch 2 - 1219 Le Lignon</i>

B. Informations générales sur le Plan d'Actions

1. Description générale

Le Plan éco21-collectivités est un programme d'intérêt public dédié à accompagner les villes et les communes (Ci-après : « **Collectivités** ») du Canton dans la transition écologique de leur territoire. La mission du Plan est non seulement de stimuler les collectivités à mettre en œuvre des actions permettant de poursuivre leurs efforts pour atteindre les objectifs ambitieux de la Stratégie fédérale 2050, du Plan directeur de l'énergie (2020-2030) et in fine ceux de la Société à 2000 Watts ; Mais aussi, soutenir le Plan Climat Cantonal 2030, dans la direction d'une société "neutre" en carbone à l'horizon 2050, avec comme objectif intermédiaire la réduction de 60% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030.

Les actions clés du plan d'actions sont les suivantes :

- Etat des lieux prenant en compte la stratégie & les objectifs des Plans directeurs communaux ;
- Définition des objectifs & construction d'un plan d'actions quinquennal ;
- Accompagnement à la présentation et validation du Plan d'actions auprès des conseils administratifs et municipaux ;
- Accompagnement à la mise en œuvre & suivi ;
- Mobilisation des subventions éco21/cantoniales/fédérales ;
- Mise à disposition de l'outil éco21-collectivités.

Le Plan éco21-Collectivités inclut tant des Actions couvertes par des Solutions techniques éco21 que des Actions dites « non standard », c'est-à-dire, non couvertes par des Solutions techniques.

Le Plan d'action Collectivités - Solutions non standard ne comptabilisera ainsi que les solutions non standard, les solutions techniques standard étant déjà prises en compte dans les Plans d'actions qui les couvrent.

2. Objectifs

L'objectif du Plan d'actions est d'accompagner les collectivités publiques du canton à atteindre leurs objectifs en matière politique énergétique et climatique, et plus spécifiquement au regard des thématiques qui constituent le Plan Climat Cantonal (PCC).

Les solutions techniques standard d'éco21 couvrent une petite partie des actions d'optimisation qui peuvent être faites sur des installations du patrimoine administratif et financier des collectivités publiques. Le potentiel à valoriser est encore important.

Un grand potentiel existe également sur des actions qui sortent des solutions standard d'éco21. Il est important aujourd'hui de pouvoir les valoriser. Ce Plan d'Actions a ainsi pour objectif de valoriser les économies d'électricité et d'émissions de CO₂ des solutions techniques non standard.

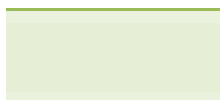
3. Lieu du Projet / Périmètre et rayon d'action du Plan d'Actions

Les collectivités publiques du canton de Genève.

4. Type de Plan d'Actions

Il s'agit d'un Plan d'actions.

Nature d'effets	Catégories	Types de Projets ou d'Actions
GES et électricité	Optimisation énergétique (côté demande ou production)	<input checked="" type="checkbox"/> Amélioration de la performance énergétique par une rationalisation du mode d'utilisation des équipements énergétiques
	Projets d'investissement	<input checked="" type="checkbox"/> Amélioration de la performance énergétique par une rationalisation du mode d'utilisation des équipements énergétiques Remplacement et/ou modification importante des installations ayant un impact sur les émissions de GES et/ou la consommation d'électricité <input checked="" type="checkbox"/> Utilisation et/ou évitement des rejets de chaleur <input checked="" type="checkbox"/> Changement de combustibles : substitution de mazout par du gaz (anticipée pour les projets touchant au chauffage des bâtiments), substitution de mazout ou de gaz par des énergies renouvelables <input checked="" type="checkbox"/> Réduction des émissions de GES
	Transport des biens et des personnes (flottes de véhicules)	<input checked="" type="checkbox"/> Amélioration de l'efficacité des modes de transport des voyageurs et des marchandises <input checked="" type="checkbox"/> Substitution de carburants
Déchets	Tri des déchets	<input type="checkbox"/> Augmentation du taux de tri des déchets chez les producteurs de déchets <input type="checkbox"/> Optimisation de la collecte <input type="checkbox"/> Développement de nouvelles filières de tri, mise en place de déchetteries, formation et/ou sensibilisation des utilisateurs
Ressources	Réduction à la source des déchets et préservation des ressources	<input type="checkbox"/> Solutions de partage et d'économie de la fonctionnalité <input type="checkbox"/> Solutions de substitution du jetable par le réutilisable : contenants réutilisables (consigne) <input type="checkbox"/> Solutions d'allongement de la durée d'usage : Promotion du réemploi ou seconde main, création de lieux favorisant ces pratiques (recyclerie, bibliothèque d'objets, etc.).
	Préservation de l'environnement	<input type="checkbox"/> Eco-conception <input type="checkbox"/> Critères d'achat (numérique responsable, alimentation durable, etc.) <input type="checkbox"/> Lutte contre le gaspillage (gaspillage alimentaire, sobriété des consommables et du matériel de bureau, etc.)



- ☐ Changement de comportement (sensibilisation zéro déchets, numérique responsable, etc.)

Les actions standard sont toutes couvertes par des Plans d'Actions spécifiques.

Actions standard (liste non exhaustive) :

- Optimisation Chauffage (PA3)
- Ventilation (PA5)
- Particuliers (PA4)
- Eclairage performant (PA12)

Le Plan d'Actions ne couvre que les actions non standard. Voici des exemples de solutions non standard (liste non exhaustive) :

- Optimisation des installations techniques du bâtiment
- Changements d'installations dans les restaurants collectifs
- Optimisation ou changement d'installations techniques de centres sportifs
- Substitution de carburant dans la flotte de véhicules

5. Risques de double comptabilité par rapport à d'autres instruments (législatifs ou autres)

Les processus mis en place pour la sélection des Actions comptabilisées par le Plan d'Actions permettent de distinguer clairement et par des totaux spécifiques les effets comptabilisés par d'autres programmes et ceux pouvant faire l'objet de certificats négociables.

C. Description du Plan d'Actions

1. Description générale

Toute collectivité peut prétendre à une contribution financière pour la mise en place d'une action non standard si celle-ci permet de générer des économies d'énergie et moyennant un certain nombre de conditions.

Voilà les étapes-clef du processus pour les solutions non standards :

1. La collectivité sollicite éco21 pour lui faire part d'une action non standard qu'elle souhaite réaliser.
2. La collectivité transmet à éco21 les informations nécessaires à l'analyse de l'éligibilité de l'action
3. Le comité de validation analyse l'action, la valide le cas échéant et définit le type de preuve des économies d'énergie attendue (Déclaration d'économie d'énergie (DEE), calculs issus de l'outil PEIK ou autre)

4. La collectivité met en œuvre l'action et transmet à éco21 les factures et la preuve de l'économie
5. Sur la base de ces documents, le comité de validation atteste de la réalisation de l'action, valide les économies d'énergie sur la base de la preuve de l'économie et fixe le montant d'aide financière
6. La décision est transmise à la collectivité

Un coordinateur traite les demandes des collectivités pour les solutions non standard.

Les conditions pour déposer une demande de subvention pour une solution non standard sont les suivantes :

1. Additionnalité : Voir point D.
2. Double comptabilité : si l'action fait l'objet d'autres aides financières issues d'autres organismes de soutien, il doit en être fait mention express pour en tenir compte lors de la valorisation des économies
3. Délai : Soumettre la demande de subvention avant la réalisation de l'action

Le comité de validation est composé de représentants de l'Office cantonal de l'énergie, de l'Université de Genève et du Programme éco21. Il se réunit sur demande.

2. Facteurs d'émission CO₂

Les facteurs d'émission applicables pour les Projets et les PA sont ceux figurant dans le Document spécifique du Standard genevois d'évaluation.

Les agents énergétiques de référence sont ceux utilisés par l'ancienne installation ou l'installation optimisée.

La créditation des tonnes de CO₂ se fait en une fois pour une période de 10 ans. Un facteur d'actualisation est appliqué lors de la créditation des tonnes de CO₂ afin de parer à une situation exceptionnelle qui viendrait réduire la durée de créditation de 10 ans.

3. Méthodologies appliquées

Les informations figurant dans ce chapitre se basent sur les méthodologies suivantes :

- Méthodologies M05 et ME05 : Déclaration d'économie d'énergie (DEE)
- Méthodologies M04 et ME04 : IPMVP
- Méthodologies de calcul de l'outil d'audit du programme PEIK de SuisseEnergie¹

4. Effets attendus

On estime à 370 tCO₂ l'objectif annuel sur les solutions non standard. Pour l'instant, les objectifs annuels sur les économies électriques ne sont pas estimés.

¹ Programme PEIK : www.peik.ch

Pour éviter tout problème de double comptabilité, les effets générés par les solutions non standard seront comptabilisés séparément des actions standard.

5. Valorisation des effets

Les effets générés par le Plan d'Action sont comptabilisés distinctement selon leur type de valorisation admis. Les tableaux ci-dessous détaillent les différentes valorisations possibles et précisent quels effets donnent lieu à une comptabilisation, lesquels à des certificats négociables et lesquels à des aides financières de SIG-éco21.

Légende :

C = Comptabilisation

CN = Certificats négociables

F = Aide financière éco21

	Electricité
SIG	C, F
OCEN	C
Autres programmes	C

	Emissions de CO₂
Certificats négociables	C, CN, F
Contribution environnementale	C, F
OCEN	C
Autres programmes	C
Emissions indirectes	C, F

Définitions :

- *SIG* : Economie d'électricité ou de tonne de déchets attribuable entièrement au programme SIG-éco21
- *Certificats négociables* : Réduction d'émissions de CO₂ attribuable entièrement au programme SIG-éco21 et pouvant faire l'objet de certificats négociables
- *Contribution environnementale* : Réduction d'émissions de CO₂ réalisée sur un CAD exempté de la taxe sur le CO₂
- *OCEN* : Réduction d'émissions de CO₂ ou d'électricité soutenue financièrement par l'OCEN ou issue de Projets ou d'Action permettant d'accélérer significativement le déploiement d'obligations réglementaires en vigueur
- *Autres programmes* : Réduction d'émissions de CO₂ ou d'électricité réalisée dans le cadre du Plan d'Actions mais comptabilisée également par d'autres programmes et pour laquelle aucun double financement n'est possible (ex : économies d'électricité soutenues par Prokilowatt, économies de CO₂ réalisées par une entreprise exemptée de la taxe CO₂, économie d'électricité réalisée par une organisation exemptée du supplément réseau, etc.)
- *Emissions indirectes* : Réductions d'émissions indirectes (ex : liées à des actions portant sur les déchets)

6. Prise en compte des fuites

Des fuites peuvent exister mais sont négligeables. Si une Action présente des fuites importantes, celles-ci seront identifiées par le Comité et comptabilisées dans le calcul des réductions d'émission et d'électricité.

7. Facteurs d'influence

Les facteurs d'influence pour le Plan d'Actions peuvent être d'ordre financier ou légal. Les tarifs de l'énergie peuvent avoir un impact positif ou négatif sur le Plan d'Actions et l'additionnalité financière des Actions. Au niveau légal, l'évolution de la législation tant au niveau des normes que de la réglementation peut influencer l'éligibilité des Actions.

Des prix bas l'énergie peuvent représenter des écueils à la réalisation de certaines actions, et à contrario des prix élevés, comme nous le vivons actuellement sont des leviers à la réalisation d'actions d'efficacité énergétique. L'additionnalité financière est un levier supplémentaire lorsque les coûts de l'énergie sont élevés, et un levier parfois insuffisant si les coûts de l'énergie sont bas.

D. Additionnalité

1. Additionnalité réglementaire et légale

Aucune loi, règlement ou autre acte législatif ne rend obligatoire la réalisation de ce Plan d'Actions.

Au niveau des Actions, le Comité de validation est garant du respect de l'additionnalité réglementaire et légale et veille à ce que les Actions soumises ne soient pas obligatoires selon la réglementation.

2. Analyse des barrières

a. Barrières financières

Les solutions non standards peuvent représenter des investissements conséquents au contraire des solutions standards dont l'investissement est souvent plus modéré ou au bénéfice d'un ROI attractif, ou encore proposées sous forme de contracting de vente (type leasing) ou de contrat à la performance énergétique (CPE). De plus, l'investissement des solutions non standard nécessite souvent le recours à des études préalables pour être estimée, ce qui représente un coût additionnel.

L'hétérogénéité des ressources financières des collectivités genevoises fait que pour une part importante de ces dernières, l'enjeu économique reste majeur et peut représenter un écueil significatif. Pour participer à lever cet écueil, la mise à disposition de subventions cantonales et fédérales ainsi que des primes éco21 sont nécessaires mais pas toujours suffisantes au regard des ressources financières de la collectivité. Il est aussi nécessaire de pouvoir soutenir

la réalisation des études préalables nécessaires à la caractérisation technique et financière des solutions non standard pour participer à lever cet écueil.

b. Barrières technologiques

L'hétérogénéité des ressources humaines des collectivités fait que pour les petites à moyennes collectivités, il n'y pas ou peu de ressources qualifiées dans le domaine de l'énergie et des technologies associées. En raison de ce manque de compétence, l'un des rôles du plan éco21-Collectivités est d'accompagner les collectivités en leur apportant l'information nécessaire ainsi que la compréhension et la mobilisation de celle-ci. Ce soutien peut se faire de manière directe avec le-la conseiller-ère éco21-Collectivités ou de manière indirecte avec le recours des réseaux partenaires éco21. Le développement de ces réseaux partenaires doit devenir une priorité du plan éco21-Collectivités, ceci afin de pouvoir répondre aux besoins grandissants des collectivités.

c. Barrières culturelles et structurelles

Si les questions d'efficience énergétique prennent de plus en plus de place au sein des préoccupations des collectivités, cela n'en a pas toujours été ainsi. Par conséquent, pour beaucoup de collectivités il s'agit d'un paradigme naissant, encore peu ancré dans les habitudes et ne bénéficiant encore que de peu de processus dédiés. Pour accélérer ce changement de paradigme, des actions de sensibilisation et de formation sont à prévoir pour les employés de l'administration publiques ainsi que dans la mesure du possible pour les élus.

3. Analyse de la pratique courante

La remontée des solutions non-standard étant souvent que peu ancrée dans les processus de travail de nos partenaires au sein des collectivités, celle-ci demande encore un travail récurrent de communication afin d'éviter qu'elle ne passe sous le radar. De plus, l'interlocuteur d'éco21-Collectivités au sein de la commune n'a souvent pas lui-même une vue exhaustive sur les actions non standard réalisées, ceci en raison du fait qu'au sein d'une commune, plusieurs services coexistent sans qu'il y ait une visibilité interservices. A ceci, s'ajoute que les prestataires des solutions non standard sont eux-mêmes encore peu sensibilisés sur la valorisation de ces dernières et n'ont pas encore les automatismes pour les remonter auprès de leurs clients.

Pour combler ces lacunes, il est nécessaire de mettre l'accent sur la communication et la formation des processus de valorisation des solutions non standard, à la fois pour nos partenaires des communes mais aussi avec les prestataires de ces dites solutions. Pour cette raison, il est crucial de développer un réseau de partenaires formés au process de valorisation des solutions non standard.

Cela devrait permettre d'une part, d'offrir aux communes une vue plus exhaustive des solutions non standard existantes à travers un catalogue de prestations issues du réseau de partenaires, et d'autre part, d'avoir une vue plus exhaustive des solutions non standard mises en œuvre sur le patrimoine des communes, et par conséquent la valorisation de celles-ci.

E. Soutiens financiers

Le Plan d'Actions n'a reçu aucune aide financière extérieure, et le canton n'accorde pas de subvention pour les actions du PA.

Dans le cadre de son processus de suivi des Actions, l'équipe d'éco21 vérifie que les collectivités ne touchent pas d'aides financière issues d'autres organismes de soutien. Si c'est le cas, les économies font l'objet d'une comptabilité distincte.

Les communes sont classées en petite ou grande collectivité selon que la consommation électrique annuelle est inférieur ou supérieur à 1 GWh. Les petites communes bénéficient du prime de 21 ct/kWh alors que les grandes communes d'une prime de 12 ct/kWh économisé.

F. Echancier

Depuis début mai 2019, les actions non standard sont passées en revue par un comité de validation. On peut donc considérer que le Plan d'Actions débute à ce moment-là. Les premiers effets ont été enregistrés dès la réalisation des premières actions en 2020. L'autorité régulatrice a été informée dès le début des activités du Plan d'Actions.

La durée du Plan d'Actions Collectivités - Solutions non standard n'est pas définie à ce jour.

La période de créditisation est celle définie pour chaque Action par le Comité. Elle correspond en principe à la durée de vie des Actions.

La durée de validation du Plan d'Action est fixée à 10 ans depuis la date du rapport de validation. Au terme de cette période, le Plan d'action devra être à nouveau valider pour tenir compte de l'évolution du cadre réglementaire et du contexte.

G. Plan de suivi

1. Description

Les étapes de validation du Comité de validation sont enregistrées dans un outil informatique.

Dès que le Comité a validé les factures liées à l'Action non standard, la preuve de l'économie et la valeur finale des économies d'électricité et/ou de CO₂, l'Action est comptabilisée dans le monitoring. C'est également à ce moment-là que l'incitation financière peut être versée à la collectivité.

Le fichier excel trié sur les Actions comptabilisées l'année monitorée sera joint au Rapport de calcul des effets.

2. Fréquence

Le monitoring sera réalisé chaque année civile.

3. Données enregistrées

Les données qui seront monitorées sont listées dans le tableau ci-dessous :

Donnée / Paramètre	Nom de la donnée / du paramètre
Unité	kWh, litres, Nm3, tCO ₂ , etc.
Description	Consommations d'énergie, niveau d'émissions
Source	Relevés ou calculs.
Procédure de mesure	Est fonction de l'Action et déterminé par le Comité de validation Collectivités
Fréquence de la mesure	Est fonction de l'Action et déterminé par le Comité de validation Collectivités
Commentaires	-

4. Assurance qualité

Le Comité de validation contrôle les preuves de l'économie. A chaque Comité, l'outil informatique est mis à jour et un PV de séance est réalisé.

H. Aspect financier du Projet / Plan d'Actions

Les collectivités qui financent une action non standard reçoivent une prime qui est fonction des tCO₂ et/ou des kWh électriques qui ont été économisés. Elle est de CHF 40 pour chaque tonne de CO₂ économisée par an et de 12 ou 21 ct/kWh électrique économisé. L'aide financière est limitée au 50% de l'investissement.

I. Parties prenantes

- SIG-éco21 : conception, pilotage et financement du Plan d'Actions
- Université de Genève : membre du Comité de validation Collectivités
- AMOén : bureaux d'études accompagnant des collectivités dans le cadre de l'accompagnement éco21-Collectivités
- Les bureaux d'étude rédigeant les DEE
- L'ensemble des collectivités ayant signé les Conditions de Participation à l'accompagnement éco21-Collectivités
- L'ensemble des collectivités bénéficiant du processus des solutions non standard hors accompagnement éco21-Collectivités

J. Communication

J'accepte que

- ☒ Les données relatives au Plan d'Actions ci-dessus
- ☒ Mes coordonnées

soient publiées sur le site internet du Standard genevois d'évaluation.